

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{ème} ANNEE — N° 122
28 février - 12 mars 1972

LE NUMERO :
0,50 F

Que s'éteignent les lumières de toutes les «city»

Magnifiques dans leur silencieuse détermination, les mineurs anglais ont paralysé d'un seul coup l'économie de toute l'Angleterre bourgeoise, simplement en croisant leurs bras trempés par les pires fatigues. Si jamais grève a surgi du sous-sol même d'une société infâme, c'est bien le cas de celle-ci, puisque c'est dans les puits de charbon que l'exploitation de la force de travail humaine a toujours célébré ses orgies les plus cyniques, se nourrissant depuis plus d'un siècle du sacrifice impitoyable d'hommes, de femmes et même d'enfants ensevelis vivants aux sons d'hymnes hypocrites au progrès et de lâches prières à la Providence divine.

Le spectre de 1926 plane à nouveau sur l'île qui a été le berceau du travail salarié et des luttes ouvrières. Ce spectre a grandi en force et en décision depuis la grève générale de l'entre-deux-guerres, et il constitue pour la bourgeoisie un terrible avertissement en rappelant à tous les prolétaires, anglais ou non, quelle puissance gigantesque ils ont entre leurs mains, combien il est vain d'attendre même une simple atténuation du tourment du travail de la bonne volonté des gouvernants ou des patrons, des politiciens ou des prêtres, et enfin combien il est urgent de briser, par une lutte massive et ouverte, la chaîne du salariat qui peut sembler moins rude à ciel ouvert que dans les sous-sols de la mine, mais qui n'en est pas moins en tous lieux une chaîne infâme.

L'opportunisme condamne les « gueules noires » d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles à la lutte solitaire. Les faits eux-mêmes montrent aux prolétaires de toutes catégories et de tous les pays qu'on n'échappe pas à la férocité de la domination de classe en se barricadant à l'intérieur des frontières de son métier, de son entreprise ou même de sa « patrie », même lorsqu'elle paraît plus clémente que celle du voisin, et que la cause des uns est la même que celle des autres, ainsi que leur victoire ou leur défaite.

Les faits eux-mêmes sont là pour prouver que c'est partout un même impitoyable mécanisme qui engendre les splendeurs de la civilisation moderne et l'exploitation bestiale de ceux qui les produisent, et que c'est précisément là où cette civilisation a atteint en un siècle et demi les plus grandes hauteurs sous le règne «éclairé»

de la démocratie, que la violence potentielle s'exerçant sur le prolétariat est aussi la plus effrénée et que le joug de l'esclavage salarié est le plus lourd.

En Angleterre, l'opportunisme a mille fois vendu le prolétariat en échange des miettes que, même après sa disparition, l'ancienne domination impériale, dont les rentes restaient intactes, permettait de lui donner. Ce sont les ravages de cet opportunisme qui empêchent la classe ouvrière anglaise de se lever comme un seul homme contre le capital et sa City, et aussi contre cet autre signe de la brutalité et du cynisme bourgeois qu'est le sombre drame de l'Irlande du Nord. Sans cela, des deux côtés du canal Saint-Georges, l'île noire et la verte Erin seraient embrasées d'un même gigantesque incendie qui pourrait bien franchir ensuite la Manche et envahir tout le continent.

On ne verrait plus alors le quotidien d'un parti qui se prétend cyniquement « communiste » offrir justement à propos de la grève des mineurs anglais l'ORDRE contre des REFORMES. On verrait un prolétariat à nouveau dressé de toute sa hauteur abattre tout ensemble l'ordre capitaliste et ses mensonges, ses Bourses et ses Parlements, ses autels et ses cofres-forts, ses sbires et ses réformateurs.

Depuis un siècle et demi, n'est-ce pas sous le couvercle de plomb d'un ordre périodiquement réformé que les mineurs, Anglais ou non, offrent leurs victimes expiatoires au banquet du Dieu-Capital qu'ils inondent de lumière et de chaleur ? Il est grand temps que cette roue infernale s'arrête, et elle ne s'arrêtera pas si on ne la détruit à jamais.

Les sbires en uniforme et les réformateurs en habits civils peuvent bien voler au secours de la City que la grève a contrainte à rallumer d'antédiluviennes chandelles pour compter son argent infâme et ils peuvent bien rétablir l'ordre de concert. Des entrailles mêmes de la société capitaliste comme des entrailles de la terre ébranlée par le pic des mineurs, les forces généreuses, juvéniles, irrésistibles de la révolution prolétarienne ne peuvent pas ne pas ressurgir.

Les gueules noires ne sont que le symbole et le signe annonciateur de cet événement historique, eux qui connaissent de bien autres ténèbres que celles qui scandalisent les journalistes vendus à la société «d'opulence» et qui font monter les tirages de presse, eux qui réclament bien autre chose qu'un peu de lumière dans l'obscurité opaque de leur enfer quotidien.

Oui, les forces de la Révolution ressurgiront sous tous les cieus, et finalement victorieuses elles abattront les City et les Westminster de tous les pays, elles détruiront les machines à sous et les moulins à parole de toutes les Londres du monde et elles arracheront les ignobles poteaux-frontières de toutes les patries. La grande nuit de la mort descendra alors sur le monde bourgeois, tandis que s'allumeront les premières lumières de la société nouvelle.

A l'Est comme à l'Ouest

Dans sa revue de la presse internationale, "Le Monde" du 13-14 février cite, sans commentaire, mais avec un plaisir bien visible, un extrait du journal russe "La Gazette Economique". Nous disons avec un plaisir bien visible, parce que nous savons que cela ne peut que réjouir le cœur des bourgeois des deux hémisphères que de retrouver partout sur la planète le même système d'exploitation, qu'ils ont ainsi le loisir de faire passer, « au-delà des divergences idéologiques » comme on dit à Moscou, pour une nécessité naturelle de la société moderne.

Que déclare donc la "Gazette Economique" ? Précisément, rien d'extraordinaire. Rien qu'on ne puisse lire tous les jours dans la rubrique « Avis des Sociétés » des grands journaux capitalistes. Elle publie un bilan : celui de l'Usine de Prouss de Dniepro-Pétrouk. En cinq ans d'application du nouveau système de gestion et de stimulants matériels, le volume de la production s'est accru de 73 % et la productivité de 46 %. Ensuite, le directeur prononce en quelque sorte son allocution : « Le fonds spécial de stimulants matériels était en 1970 de 2 millions de roubles. » L'économiste français qui lit "Le Monde", et qui est sans doute plus prosaïque que son collègue russe, se dit : « Tiens, deux millions de roubles de primes ! » Cependant, comme s'il se hâtoit de rassurer son auditoire sur son savoir-faire, le directeur russe poursuit : « Il ne s'agit pas de s'en servir » pour augmenter le salaire moyen des ouvriers et des employés (...) « Les primes ne sont accordées que dans des cas concrets. » Et le directeur français doit admettre en son for intérieur qu'en Russie aussi on connaît bien les méthodes de « rationalisation économique » et qu'on sait jouer à merveille de la concurrence entre ouvriers. Quant à l'expression « dans les cas concrets » pour dire « suivant la tête de pipé » il doit avouer qu'il n'y aurait pas pensé.

Cependant, toute médaille a son revers, comme dit la sagesse populaire. En Russie comme en France, les honnêtes directeurs d'entreprise qui œuvrent avec abnégation au salut de l'économie nationale ont à se plaindre de l'incompréhension d'un certain nombre d'ouvriers. Ils se voient donc contraints d'appliquer des sanctions économiques. « Les absentéistes, les responsables de la production de pièces défectueuses, ceux qui violent la discipline de travail, les perturbateurs de l'ordre public perdent la "treizième paie", totalement ou partiellement, en fonction des fautes commises. »

Tout à l'heure, enrobés dans le langage directoriel nous avons rencontré le salaire, les primes, le travail aux pièces. Maintenant nous faisons connaissance avec l'envers du décor : « l'absentéisme », c'est-à-dire la résistance à la production, les « pièces défectueuses », c'est-à-dire le sabotage, le « viol de la discipline du travail », c'est-à-dire la grève, « la perturbation de l'ordre public », c'est-à-dire la manifestation, avec, en perspective historique, la révolution.

Que "Le Monde" rassure ses lecteurs d'un air complice en leur assurant que partout à la surface de la planète, quelles que soient les phrases des gouvernants, on tance bien les salariés. Pour nous, notre parti est pris depuis longtemps : non seulement nous refuserons de voir, malgré les spaliniers et leurs fiancés-gardes trotskystes, autre chose que le classique CAPITALISME décrit par Marx dans le Russie d'aujourd'hui, mais encore nous nous rangerons avec détermination du côté non pas du « progrès économique » et du « plan », mais de celui des travailleurs salariés qui, résistants à l'exploitation, freinent le progrès économique et sabotent le Plan, et préparent ainsi aujourd'hui par leur lutte la victoire du Communisme qui ressortira, vieille taupe, du sol de la société contemporaine en poussant à nouveau ce cri que tous s'efforcent d'oublier, et qui est son seul vrai cri de guerre : ABOLITION DU SALARIAT !

Les communistes et le chômage

La lèpre du chômage révèle sans fard la vraie nature de la société bourgeoise qui repose sur l'exploitation de la force de travail dont elle fait une marchandise qui s'achète et se vend sur le marché suivant les lois de la concurrence.

Le chômage, conséquence inévitable du capitalisme

Comme celle de toutes les marchandises, la production de la force de travail est soumise par le capital à ses propres besoins et à ses propres lois : l'accumulation du capital mène à la surproduction. La surproduction de prolétaires, cela signifie le chômage, qui donne naissance à « l'armée » de réserve industrielle. Selon Marx, « la réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amènent la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les

ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. » ("Le Capital", Costes, éd., t. IV, p. 132).

Depuis la seconde boucherie impérialiste, le mensonge bourgeois selon lequel « l'expansion fait disparaître le chômage » avait pu sembler prendre quelques racines dans la réalité des grandes métropoles impérialistes : il a même fallu faire appel à la main-d'œuvre des petits pays « arriérés » d'Europe et des pays du « tiers-monde ». Toutefois, seul

un misérable social-chauvin restant les yeux rivés sur son Etat peut croire à la fable bourgeoise du plein emploi.

En réalité, le capitalisme est unique et international, et c'est à l'échelle mondiale que ses lois se manifestent dans toute leur ampleur.

Il est bien compréhensible qu'en période d'essor productif aussi puissant que celui des 25 dernières années, dû au fait que le carnage impérialiste a détruit suffisamment de machines et d'hommes pour rajeunir momentanément le capital, les grandes métropoles, où se trouve le cœur de l'industrie mondiale, aient pu drainer vers elles une partie des travailleurs que la marche du capital prolétarise dans le monde entier.

Et en effet, hors des grands pays industrialisés, l'expropriation est allé bon train dans les campagnes, jetant sur le marché du travail par dizaines de millions les travailleurs qui parcourent les pays en tous sens avant de venir grossir les masses énormes des chômeurs des villes.

En Asie, l'Inde seule compte

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

La réunion est reportée au

VENDREDI 3 MARS, à 20 h. 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (X^e)

(Métro République)

Parti, classe et dictature prolétarienne

Mythe du Vietminh et vérité historique

(Le début de cet article a paru dans les numéros 112, 114, 118, 119 et 120 du "Prolétaire")

La lutte dans le Sud : le F. N. L.

Le Sud-Viet-Nam était (et est encore aujourd'hui) la région où la concentration de la propriété foncière est la plus grande. Après le lancement de la réforme agraire, pendant la guerre contre la France, les paysans avaient chassé les gros propriétaires fonciers et occupé leurs terres. Après les accords de Genève, les forces du Vietminh durent se retirer du Sud et laisser le champ libre au retour de ces gros propriétaires et aux répressions sanglantes qui l'accompagnèrent.

Le gouvernement Diem, créé par les Etats-Unis, entreprit aussitôt la restauration de la grande propriété. Les paysans durent abandonner les terres qu'ils avaient occupées après le lancement de la réforme agraire (environ 2 millions d'ha). Ce résultat fut obtenu par une série d'expéditions sanglantes dans les campagnes.

En 1956, Diem interdit aux villages d'élire leurs propres représentants selon la tradition des communes, et nomme des chefs de village gouvernementaux (les Ac On). Le gouvernement fantoche institue en outre des « tribunaux spéciaux » ambulants, qui sèment la terreur dans les campagnes.

L'opération de restauration des grands propriétaires fonciers donne de bons résultats ; il suffit de penser qu'en 1957, 1 % des propriétaires disposait de 44 % de la superficie cultivée en riz, tandis qu'en 1934, ce même pourcentage de propriétaires ne disposait que de 35,8 % de cette même surface.

Le mouvement de guérilla, au moyen duquel les paysans essayaient de se défendre contre les répressions, naquit spontanément, bien avant la formation du « Front National de Libération » ; selon Jean Chesneau (op. cit.) : « Durant cinq années, de 1954 à 1959, les paysans des villages du Sud subirent sans réagir les per-

quisitions, les actes de terrorisme de la police et de l'armée de Diem. Tout cela était appelé à Saigon la « chasse aux sorcières », c'est-à-dire la persécution contre les anciens combattants de la résistance et contre tous ceux qui étaient soupçonnés d'avoir des rapports plus ou moins étroits avec eux ».

La R.D.V. n'apporte aucun soutien matériel ni propagandiste à l'insurrection ; au contraire, les dirigeants vietminh qui se trouvaient encore au Sud soutinrent qu'il fallait éviter tout recours à la violence afin de ne pas être accusé de violer les accords de Genève. Un des porte-parole du Front, Quyet Thang, déclare à propos de cette période : « Des directives très rigoureuses furent données en vue d'un respect très rigoureux des accords de Genève : en aucun cas nous ne sommes allés au-delà de la lutte politique légale... Cela nous a coûté de lourdes pertes, nos meilleurs camarades. Et il nous a fallu toute une année pour expliquer et convaincre tout le monde que c'était la ligne juste ».

La presse opportuniste tend généralement à souligner cette position du gouvernement nord-vietnamien, et la rapporte volontiers pour démontrer sa « bonne volonté de paix » et l'agressivité des américains. La position de la R.D.V., démontre au contraire que, d'accord avec les décisions des grandes puissances, elle avait accepté comme définitif le partage du pays en deux. Du reste la « volonté de paix » ne constitue certainement pas un mérite, quand on a affaire à un adversaire plus fort !

Le F.L.N., formé en 1960, est une prolongation de la politique Viet-Minh ; il encadre et dirige un mouvement de lutte armée avec un programme qui reste en deça des limites vers

lesquelles peuvent aller les revendications bourgeoises elles-mêmes. Cela, bien sûr, n'enlève absolument rien à la valeur et à l'héroïsme du Viet-Cong, mais la violence de la lutte contraste avec la « timidité » des revendications.

Le Front, comme autrefois le Viet-Minh, agite le mythe de l'unité nationale : « La force qui garantit l'accomplissement de notre devoir de combattre contre l'agression américaine et de sauver notre pays est la grande union nationale. Le Front National de Libération du Viet-Nam du Sud soutient constamment l'unité de toutes les couches et classes sociales ».

N'est-il pas typique de la bourgeoisie d'affirmer vouloir exercer le pouvoir au nom de toutes les classes sociales ? Les révolutionnaires n'ont jamais caché qu'ils représentent les intérêts d'une seule classe et qu'ils veulent prendre le pouvoir au nom d'une seule classe !

Sur le plan économique, le Front proclame d'une part, la confiscation des propriétés des américains « et de leurs cruels agents » et la nécessité de « garantir aux ouvriers et aux employés le droit de participer à la gestion des entreprises », et d'autre part, la volonté de « protéger le droit de propriété des citoyens sur les moyens de production ».

En ce qui concerne le problème de la question agraire, il déclare vouloir réaliser le mot d'ordre « la terre à ceux qui la travaillent ». Les mesures qui sont prises, sont par contre, comme toujours ambiguës : « confisquer les terres des impérialistes américains, et de leurs valets propriétaires fonciers cruels et impénitents » (?), et les distribuer aux paysans sans ou avec peu de terre... L'Etat retiendra l'acquisition des terres des gros propriétaires fonciers qui en possèdent au-delà de certaines limites variables suivant la situation. Les terres des « propriétaires abstentéistes » seront confiées aux paysans... A ce propos des mesures adéquates seront prises dans un second temps en tenant compte de l'attitude politique de chaque propriétaire foncier ». Enfin, il faut encourager les propriétaires de cultures agricoles industrielles et de cultures fruitières à les gérer. Respecter les droits légitimes sur la propriété des terres d'église, du clergé bouddhiste et du Saint-Siège caodaïste ».

En ce qui concerne les travailleurs, le F.N.L. déclare vouloir réaliser la journée de 8 h., et même, avec un sens très aigu de l'humour, vouloir « créer un système de salaires et de primes pour l'augmentation de la productivité ».

Et voici l'attitude du Front par rapport aux luttes ouvrières : « résoudre les conflits entre employeurs et travailleurs au moyen de négociations entre les deux parties avec la médiation du gouvernement national démocratique ».

Nous pouvons entendre ces mots de la bouche des ministres de n'importe quel Etat bourgeois : Pourquoi recourir à la grève ? Les conflits entre travail et capital se résolvent au moyen de négociations pacifiques, avec la médiation de l'Etat... du capital.

Le Front n'affirme pas explicitement avoir accepté comme définitif le partage du pays entre nord et sud ; mais, en proclamant qu'il veut construire un « Vietnam du sud indépendant » il montre qu'il ne veut pas la réunification du pays (la formation d'un Gouvernement Révolutionnaire Provisoire en 1969, vient le confirmer) : « La réunification du Vietnam sera réalisée petit à petit et par des moyens pacifiques, sur la base de négociations entre les deux zones, sans qu'aucune des deux parties n'exerce de pressions sur l'autre et sans ingérence étrangère » (Programme de 1965, cité par Lê Châu).

Il faut enfin remarquer que dans ce programme on ne trouve nulle part le mot « socialisme » (bien qu'il soit devenu aujourd'hui un terme bien inoffensif).

En 1959, le régime Diem organisait les « agrovilles », camps de concentration dans lesquels les paysans étaient regroupés et tenus sous une étroite surveillance policière. En 1962, américains et fantoches tentaient de réaliser le « plan Staley-Taylor » selon lequel toute la population rurale du Sud Viet-Nam devait être rassemblée dans des milliers de camps de concentration.

Ce plan échoua complètement ; les Viet-Congs remportèrent quelques brillantes victoires militaires en 1963 (à Ap Bac) et en 1964 (à Binh Gia) alors que l'armée fantoche était décimée par les désertions.

Les conditions de vie des prolétaires du Sud sont vraiment misérables. Il suffit de penser qu'en 1962 40 % de la population active était inscrite dans les bureaux de main-d'œuvre. L'invasion des marchandises américaines et les fameuses « aides », avaient rapidement liquidé la faible industrie locale. Dans le secteur textile, un des plus importants, 80 % des ouvriers avaient été licenciés.

A l'automne 1963, Diem, désormais compromis, est assassiné par la C.I.A. Pendant toute l'année 1964 se succèdent coups d'Etat et contre-coups d'Etat entre les différents clans de hauts-fonctionnaires.

En 1965 commencent les bombardements et l'intervention massive des U.S.A. Les bombardements n'ont pas seulement des objectifs militaires, mais encore un but terroriste ; par exemple des bombes spéciales (bombes à billes) sont étudiées dans le but précis de faire le plus grand nombre de victimes et de terroriser le plus possible la population, beaucoup plus que de détruire des usines, des ponts, etc...

Les faits les plus récents sont connus : en 1968, le Front obtint une très brillante victoire appelée : « offensive du Têt », pendant laquelle, selon ses propres chiffres, 380 mille soldats ennemis furent mis hors de combat, 4.400 avions et hélicoptères abattus, 4.560 blindés, 700 canons, 500 unités navales et 500 dépôts de matériel de guerre détruits.

En mai 1970, les USA lancent une attaque en Thaïlande et au Cambodge. Elle échoue bien vite, et le front, dans sa contre-attaque, détruit toute l'aviation cambodgienne.

L'offensive au Laos, lancée en février 71, subit le même sort. Dans cette guerre, les américains usent de leurs énormes moyens financiers avec une cruauté et un cynisme jamais vus : chaque jour on apprend le massacre de la population de villages entiers, destruction de forêts et tortures infligées aux prisonniers. Les ex-juges de Nuremberg ont appris à la perfection des nazis, leurs ex-accusés, la technique de l'extermination et l'appliquent avec des moyens cent fois supérieurs.

Mais si les moyens de destruction de l'armée américaine sont d'une puissance formidable, le moral des soldats est au-dessous de zéro : les troupes sont retenues seulement par la terreur et par la force de l'argent. Aucun élément psychologique ne pousse le soldat américain à combattre « de bon cœur » : — la « défense de la Patrie et du peuple américain ? Mais où ? à des milliers de km de son propre pays et contre un ennemi faible et mal armé ? — La « défense du monde occidental de la démocratie et de la liberté ? »... Mais comment ? Avec la torture ? Avec la massacre de la population civile ?

La propagande du gouvernement américain peut soutenir tout ce qu'elle voudra, mais ses tentatives de donner un vernis de « nobles idéaux » à cette guerre sordide paraissent de plus en plus ridicules.

45 % des militaires américains au Viet-Nam se droguent (en 1970, 11.000 soldats furent arrêtés pour usage de drogue). Souvent ils refusent de partir pour les opérations ; il y a des cas de rébellion ouverte, avec des fusillades et des exécutions d'officiers. Le colonel des « marines » Robert Heinl, dans un article sur l'« Armed Forces Journal », écrit : « Ce qui reste de notre armée au Viet-Nam est dans un état proche de

de l'effondrement ; des unités entières évitent le combat ou le refusent, assassinent des officiers et sous-officiers et quand elles ne se mutinent pas, elles sont victimes de la drogue et du découragement. »

En 1970, il y eut 35 cas d'insubordination officiellement reconnus (mais beaucoup d'autres n'ont pas été enregistrés).

Les officiers les plus détestés ont leur tête mise à prix de 50 à 1000 dollars. En 1969, celle du colonel Weldon Honeycutt, qui avait ordonné de sanglantes attaques-suicide, était mise à prix à 10.000 dollars. Selon le colonel Heinl, 14 organisations « pacifistes » exercent leur activité dans l'armée, et plus de 140 journaux clandestins circulent dans les troupes ; l'un d'eux lance ce mot d'ordre : « Ne désertez pas ! Allez au Viet-Nam et tuez votre commandant ».

Rien qu'en 1970, il y eut parmi les Américains 65.000 désertions.

**

La guerre du Viet-Nam est devenue le prototype des luttes anti-impérialistes ; elle n'est pas un cas isolé et on peut en tirer de précieux enseignements de caractère général.

Depuis de nombreuses décennies, pratiquement, les seuls mouvements de rébellion contre l'exploitation qui prennent des formes de violence armée sont celles qui se déroulent dans ce qu'on appelle « le Tiers-Monde ».

Quelles en sont les raisons ? Le prolétariat des pays occidentaux aurait-il définitivement renoncé à la violence armée ? Serait-ce une confirmation de la théorie « tiers-mondiste » des « campagnes qui assiègent la ville » ? Les tiers-mondistes se contentent de constater un état de fait : le prolétariat occidental, depuis de nombreuses années, ne sort pas des luttes légales. Mais au lieu d'en expliquer les raisons, ils l'acceptent comme un état de choses définitif et ils en tirent la conclusion que le prolétariat occidental est désormais « embourgeoisé » et que l'avant-garde de la révolution mondiale n'est plus en Occident (dans la « ville »), mais dans les luttes anti-impérialistes qui se déroulent dans les pays sous-développés (dans les « campagnes »).

Che Guevara, dans sa préface au livre de Giap *Guerre du peuple, armée du peuple*, affirmait : « Cette œuvre... pose des questions d'intérêt général pour le monde en lutte pour sa propre libération. On peut les résumer ainsi : la lutte armée devient inévitable dans les conditions particulières où les méthodes pacifiques de lutte de libération ont échoué ».

Guevara admettait donc la possibilité d'une « voie pacifique » tandis qu'il envisageait la lutte armée dans les « conditions particulières » où la « voie pacifique » n'était plus possible.

En effet, cela fait plus de 50 ans que le prolétariat occidental suit la voie pacifique. Quels en sont les résultats ? Aujourd'hui, à cause de la crise de l'économie capitaliste, les conditions de vie de la classe ouvrière occidentale ne cessent d'empirer et le chômage croît dans le monde entier. C'est en demeurant sur les rails de la

(Suite page 3)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 2

Louis, 20 ; François, 90 ; Local, 4 ; Raymond, soutien, 5 ; Rouyn, 5 ; Robert, soutien, 15 ; Renato, 10 ; R. et R., 90 ; Raymond, 5 ; Yves, 20 ; Cavallion, 70 ; Robert, soutien, 10 ; Adolphe, soutien, 15 ; Emile, soutien, 15 ; Jean, soutien, 35 ; Bernard, soutien, 25 ; Souscription générale : Vivent les sections Etoile et Anney, 3.000.	
Total liste n° 2.....	3.409 F
Total précédent ...	7.234 F
Total général	10.643 F

La nature de la démocratie révélée par l'ennemi de classe

Les jeunes bourgeoisies, quand elles parlent au nom du peuple tout entier, savent bien qu'en réalité la démocratie est au service du capital : « L'avenir nous promet des développements sans limites, mais ils ne pourront être atteints aussi longtemps que la grande majorité de la population est empêchée de jouer le rôle dont elle est capable », affirme Harry Oppenheimer, chef de file des industriels libéraux de Johannesburg et président du groupe anglo-américain, représentant un capital de 800 millions de dollars.

La revue américaine "U. S. News and World Report" du 31 janvier 1972, qui cite cette déclaration, ajoute : « Les hommes d'affaires soulignent le fait qu'une large gamme d'emplois qualifiés sont réservés aux blancs par la loi et que ceci empêche d'utiliser la main-d'œuvre noire comme le souhaiteraient les employeurs. Ils disent que cette pratique est une entrave à l'expansion, qu'elle gonfle les coûts de la main-d'œuvre blanche et qu'elle entraîne l'utilisation d'un personnel trop nombreux et trop coûteux ».

En Afrique du Sud, où le système de l'apartheid a été mis en place par le capital minier et la propriété foncière exploitant la main-d'œuvre des réserves noires sur une base quasi esclavagiste, le capital industriel qui se développe sur la base du « travail libre », c'est-à-dire de l'esclavage moderne, a besoin pour son propre développement de l'égalité raciale devant le travail et avance naturellement la revendication démocratique, qui rend sa domination politique possible.

Les vieilles bourgeoisies d'Europe, elles, ont appris par l'expérience que si la démocratie est la meilleure forme de la dictature du capital, c'est aussi parce que, comme le disait Trotsky, « par analogie avec l'électro-technique, la démocratie peut être définie comme un système de commutateurs et d'isolants contre les courants trop forts de la lutte nationale ou sociale. »

Voici le conseil avisé que donne à l'Etat iranien le journal "Le Monde" dans son éditorial du 8 février 1972 intitulé "Terrorisme et répression en Iran" : « Les grèves ouvrières, l'agitation endémique dans les universités, le développement de la guérilla urbaine, démontrent que l'Iran n'a pas réussi à résoudre ses problèmes sociaux et politiques les plus aigus. La suppression de tous les partis politiques d'opposition, suivie d'une répression impitoyable, l'absence de libertés fondamentales, en privant les Iraniens d'indispensables soupapes de sûreté, contribuent à aggraver un mal dont des méthodes plus libérales seraient sans doute plus facilement venues à bout. » En d'autres termes : « Un peu de démocratie et vous défendrez mieux l'ordre existant ! »

Nous espérons de notre côté que le dernier représentant du despotisme oriental, miné par le développement bourgeois, malgré ses réformes à la Staline et ses Doumas, ne sera pas plus capable que son grand frère, l'Etat tsariste du début du siècle, d'endiguer la vague révolutionnaire, solution la plus favorable à la constitution du prolétariat d'Iran en parti distinct.

Comment ne pas voir que ceux qui prétendent que le but historique du prolétariat est la démocratie sont des menteurs et des traîtres à la classe ouvrière ! La classe ouvrière a pour but le communisme, c'est-à-dire la société sans classe et donc sans Etat, et par conséquent sans démocratie (puisque cette dernière n'est qu'une forme de l'Etat). Et elle y parviendra par la Révolution, avec les armes de la Dictature et de la Terreur prolétarienne, qui n'auront aucun besoin de se cacher sous le voile mensonger de la démocratie !

Le programme immédiat de la dictature du prolétariat

(SUITE DU PRECEDENT NUMERO)

Persistance de la petite production et distribution

Le cadre économique-social hérité par la dictature prolétarienne n'est pas le même dans tous les pays, pas même dans les plus industrialisés, comme les U.S.A. ou l'Allemagne occidentale.

La petite production mercantile fleurit toujours et partout autour de la grande. La vie des petites entreprises dépend des grandes et de la division technique du travail. Elles sont les laboratoires expérimentaux de la division du travail pour les grands complexes industriels qui font supporter le coût élevé de la recherche de nouvelles techniques productives aux petits complexes industriels.

Dans le secteur textile, par exemple, les grandes entreprises industrielles fonctionnent fréquemment avec des chaînes de montage dont chaque partie est produite par une myriade de travailleurs indépendants ou de petits entrepreneurs ; de même tout le monde sait que dans le secteur de la production automobile, les pièces de rechange ne sortent pas des firmes qui fabriquent les automobiles mais d'organismes spé-

cialisés qui assez souvent en confient la production à un réseau de petites usines satellites.

Il va de soi que l'ensemble est dominé par le grand capitalisme ; il est tout aussi évident que les petites entreprises sont le réservoir des forces de travail supplémentaires qui, dans les périodes de crise, vont grossir les rangs de l'armée industrielle de réserve et contribuer ainsi à réduire le prix de la force de travail en général.

Le régime post-révolutionnaire prendra en charge ce secteur de petite production non socialisée (ou socialisée seulement en partie), où domine le particularisme et l'individualisme propres à la petite bourgeoisie, et ce sera sa principale tâche que de l'intégrer progressivement dans la grande production sociale.

La situation est la même dans le domaine de la distribution. Les innombrables petits commerces qui continuent à proliférer et qui secrètent la petite bourgeoisie mercantile, constituent un milieu réfrac-

taire à l'absorption dans l'organisation en grand de la distribution des produits.

Pour illustrer ce que nous avançons, nous reproduisons quelques données statistiques

Pays	Année	Population active totale	Population active moins les ouvriers et les employés (en millions d'individus)				
			Total	Agric.-Pêche Forêts	Com.-Banq. Assur.-Aff.	Services	Secteur Comm.
U. S. A.	1969	—	15,3	2,8	2	2,5	16
Italie	1969	19	10	2,2	1,4	0,5	3
Japon	1965	60	23,1	14	4,5	1,9	12

Les statistiques dont nous disposons n'indiquent pas le nombre des « bureaucrates » et encore moins des employés d'Etat. Il est évident que si l'on ajoute ces catégories-là, la quantité de forces de travail employées hors de la production est beaucoup plus importante qu'il n'apparaît dans le tableau.

Pour souligner le rôle de la petite entreprise, nous utilisons les données suivantes extraites de la revue "Entreprises", n° 1, mai 1969, et relatives à l'industrie manufacturière de cinq pays industrialisés :

de trois pays choisis pour leurs caractéristiques économique-sociales : les U.S.A., pays le plus développé du monde ; l'Italie, pays engagé dans la voie d'un développement capitaliste mo-

derne, mais avec des forces quantitativement modestes ; enfin le Japon, pays véritablement capable, conjointement avec l'Allemagne, de rivaliser avec le colosse américain.

REPARTITION DES SALAIRES DANS LES USINES (en %)

Pays	Année	Usines de 1 à 4 empl.	Usines de 1 à 49 empl.	Usines de 1 à 99 empl.
Italie	1961	20,9	46,9	57
Allemagne Féd.	1961	7,6	27,1	35,8
France	1962	4,0	27,4	37,2
U. S. A.	1963	1,3	23,8	34,1
Japon	1963	7,1	42,6	53,9

Bien sûr, aujourd'hui le tableau s'est modifié, surtout en ce qui concerne la France et l'Italie, mais dans les pays très

industrialisés comme les U.S.A. ou l'Allemagne Fédérale, il ne s'est pas modifié de manière substantielle.

Propriété foncière et paysanne

La première mesure post-révolutionnaire ne sera évidemment pas de réorganiser la gestion de la production agricole, mais de nationaliser la terre. Cette nationalisation s'accompagnera, bien entendu, de la nationalisation des grandes entreprises agraires, organisées comme les grandes entreprises industrielles et fonctionnant comme elles.

Mais, dans ce secteur encore, le régime prolétarien ne pourra pas faire abstraction du fait que la petite exploitation paysanne subsistera, dans une mesure plus ou moins grande, même dans les pays capitalistes les plus développés. Nous avons vu que, si en 1969 aux U. S. A., les travailleurs indépendants répartis dans l'agriculture, la pêche et le secteur forestier, n'étaient que 2,8 millions, ils étaient en Italie 2,2 millions et au Japon 14 millions. On peut y ajouter les exploitations n'utilisant qu'un petit nombre de salariés.

Le problème n'est pas seulement celui de l'expropriation de la terre et de la gestion de l'entreprise, car il faudra tenir compte de la délicate fonction des campagnes dans l'approvisionnement en denrées alimentaires des villes, c'est-à-dire du prolétariat urbain. C'est un problème d'autant plus complexe que le pouvoir prolétarien risque de devoir l'affronter dans une période de guerre civile révolutionnaire.

La révolution apportera un adoucissement au sort d'une grande partie des petits et moyens paysans en les libérant

des charges de la rente foncière, des impôts, de l'intérêt usuraire, des dettes hypothécaires ; mais le nouveau régime obligera aussi la petite bourgeoisie paysanne à renoncer à la propriété, c'est-à-dire à la libre disposition du produit. Et il ne faut pas négliger la résistance qu'elle lui opposera, étant donné le poids énorme (sur lequel tous les classiques du marxisme ont tant insisté) de la tradition, des préjugés, de la force d'inertie typiques du milieu paysan.

Dans le domaine de la propriété des maisons d'habitation, la révolution interviendra de manière encore plus impérative, afin de supprimer les intérêts indirects d'une très grande partie des propriétaires, même d'un seul appartement. En fait, sous le régime post-révolutionnaire, les frais d'entretien des maisons seront de beaucoup supérieurs aux redevances de loyers actuelles. Aujourd'hui, une grande partie des habitations est en fait négligée car le montant de la rente est trop modeste par rapport aux frais de remise en état.

L'attribution des maisons sera aussi un problème délicat qui ne pourra pas être résolu à coups de décrets, mais bien par l'application de critères de distribution ouvertement opposés à la maudite « force de l'habitude », à la psychologie petite-bourgeoise, qui contamine même une partie du prolétariat, et qu'alimente la démagogie réactionnaire de la démocratie.

(à suivre)

Le futur repentir de la rivière Kama

« Naissance d'un géant », avons-nous lu sous la photo polychrome du magazine qui montre un ouvrier casqué souriant sur l'azur entre des poutrelles. Insensibles au fanatisme technicien et aux suggestions de l'image-choc, nous avons patiemment déchiffré l'article : l'auteur était important, puisqu'au-dessous de sa signature figurait son titre de vice-ministre de l'automobile. Et nous avons appris ainsi l'histoire de la Kama.

La Kama est un fleuve qui traverse la république de Tatarie et qui, après avoir été alimentée par la Viatka et la Bielala, se jette dans la Volga. La Volga, elle, après 3.700 kilomètres, se jette dans la Mer Caspienne, non sans avoir, près de Volgograd (anciennement Stalingrad), frôlé le Don qui va finir sa course dans la Mer d'Azov, d'où l'on peut gagner la Méditerranée à travers la Mer Noire et la Mer Egée. Ce que la nature avait à peine ébauché, le travail de l'homme l'a conduit à son terme : au sud de Volgograd, un canal relie la Volga et le Don. La Kama conduit donc directement de la Russie continentale à la Caspienne et à la Méditerranée.

Les vices-ministres n'étant pas insensibles au charme naturel des rivières, celui de l'automobile devait précisément construire un complexe d'usines lourdes et de moteurs Diesel sur la Kama. Pour monter en série ces engins qui honorent encore partout sur la planète le génie de l'ingénieur allemand, c'est la petite ville de Naberejnyé Tchelny qui fut choisie. Et elle le fut parce qu'elle s'est trouvée être à l'emplacement le plus avantageux du point de vue économique. C'est une raison que la Kama ignore sans doute, mais que des entreprises qui, suivant la forte expression de M. Kossyguine, ont à se soucier « du profit réalisé par roulement de capital productif investi » ne peuvent pas traiter à la légère.

D'ailleurs, « l'avantage économique » découlant du choix de Naberejnyé Tchelny pour l'implantation des usines a certainement été calculé avec soin. Il résulte de toutes les économies particulières que ce choix a permis. L'auteur en cite deux : l'économie sur les transports, tout d'abord : « L'acheminement des matières premières et l'expédition des produits finis par les fleuves Kama et Volga permettront de réaliser des économies ». L'économie de main-d'œuvre ensuite : « Il y a une autre circonstance bénéfique : la république autonome

de Tatarie possède d'importantes ressources de main-d'œuvre ». La Kama, pauvre petite rivière, ignore quels bouleversements révolutionnaires sont destinés à se produire sur ses bords depuis que, dans un bureau du Plan à Moscou, une série de paramètres en a fait le lieu idéal de rentabilité optimale.

Ainsi identifiée sur les radars de la rationalité économique, prise au centre d'un jeu d'intérêts et préférée pour cela à des dizaines de milliers d'autres, la localité de Naberejnyé Tchelny, touchée par la baguette magique de l'industrie moderne, est devenue une ville qui se dresse au milieu de campagnes arriérées.

« Lorsqu'on a mis en chantier les usines de la Kama, c'est-à-dire vers 1970, la ville avait 35.000 habitants. Elle en a 80.000 à présent, dont 40.000 sont occupés aux usines de la Kama et sur les chantiers de construction ». Une croissance si rapide est si exaltante que l'auteur s'écrie : « Si Moscou n'a pas été construite en un jour, comme on dit, Naberejnyé Tchelny pousse comme un champignon », retrouvant avec joie l'image qu'employaient les pionniers de l'Ouest yankee pour désigner les villes qui proliféraient autour des mines d'or et des puits de pétrole.

Si de tels phénomènes se sont déjà produits aux Etats-Unis, les Tatares riverains de la Kama n'en sont pas moins ébahis de voir une ville surgir de terre sous leurs yeux. Et quelle ville ! Il ne s'agit pas de tentes de nomades ou d'isbas de bûcherons. Il s'agit de gratte-ciel ou presque : « Au cours des dernières années, une grande bourgade a grandi dans le sud-ouest de la ville avec des ensembles d'immeubles neufs de 5 à 20 étages », d'« immeubles très confortables qui ont été construits selon les techniques les plus avancées de l'urbanisme » et dont les « locataires » ont tout récemment aménagé.

Pour qu'il y ait location, il faut qu'il y ait revenu. « En 1970, on a mis en service 100.000 m² de surface locative et 220.000 m² en 1971. Au total on construira dans le nord-est de la ville 1,5 millions de mètres carrés de logements ». Pour louer tous ces appartements, il faut que la population augmente, et c'est effectivement le cas : « Chaque jour, le nombre des bâtisseurs augmente sans cesse. En 1972, ils seront plus de 50 000 ». Mais cela ne suffit pas. Une soudaine concentration de cosaques coureurs de steppes, mé-

me en aussi grand nombre, ne pourrait louer ce million et demi de mètres carrés. Pour cela, il faut de l'argent. Et la nouvelle population en aura. L'usine « comptera 16.000 salariés en 1972 et près de 40.000 en 1974, lorsque la première tranche sera mise en service ».

A la fin de chaque mois, et parfois dès l'avance du 15, les ouvriers seront payés. Avec cet argent, ils utiliseront les nouveaux moyens de transport pour se rendre au travail. Ils achèteront des produits agricoles aux neuf grands sovkhoses récemment créés pour ravitailler la ville. Ils achèteront des billets de cinéma. Et ils côtoieront des gens qu'ils n'avaient jamais vus auparavant : des Ouzbecks, des Kirghizes, des Turkmènes, des Tadjiks et peut-être des Tatares. Ils verront venir des ouvriers de tous les horizons de la Russie. Déjà « les ressortissants de 35 nationalités et d'environ 70 villes » travaillent à Naberejnyé Tchelny.

La Kama sera sans doute elle aussi troublée par tout ce remue-ménage et peut-être polluée par les déchets des grandes usines de camions. Cela ne serait pas étonnant. Mais la rivière a du temps devant elle. Et un jour, elle se rappellera le temps de l'apparition de la grande industrie moderne sur ses rives, choisies pour des raisons de rentabilité : économie de transport et économie de main-d'œuvre. Elle se rappellera le développement des villes et des immeubles de 25 étages mis en location. Elle se rappellera la venue des salariés des quatre coins de la Russie et des articles des vice-ministres.

Et comme elle aura vécu entre temps l'époque de la répartition rationnelle des industries sur tout le territoire, de la dispersion des villes dans les campagnes, de la suppression du salariat et de la liquidation sans douceur des vice-ministres, elle se demandera avec étonnement comment, au cours des années soixante-dix, flattée peut-être dans quel'orgueil national, mais d'accord avec les libéraux, les staliniens, les maoïstes et les trotskystes, elle avait bien pu tout bêtement confondre le capitalisme et le communisme.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

" LE PROLETAIRE "

B. P. 375

13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Les communistes et le chômage

(Suite de la première page)

plus de dix millions de chômeurs officiels, sans oublier une trentaine de millions de travailleurs à temps partiel. En Amérique latine, pour ne parler que de l'Argentine, petit pays de 24 millions d'habitants, le nombre des chômeurs dépasse le million. En Afrique du Nord, l'Algérie compte un million de chômeurs pour 300.000 travailleurs actifs dans l'industrie sur place et près d'un million et demi en Europe. L'Afrique noire a vu depuis la guerre 20 % de sa population affluer vers les villes où l'on estime les chômeurs en nombre égal à celui des actifs.

Bref, il s'agit bien de « la loi générale, absolue de l'accumulation capitaliste » qui s'est manifestée en pleine période de chômage

Surexploitation d'un côté, chômage de l'autre

La grande idée bourgeoise est que le chômage est une conséquence du « sous-emploi », c'est-à-dire de l'insuffisance de l'industrialisation : en produisant plus, le chômage sera résorbé ! Il est vrai que, momentanément, cela peut se produire, qu'une extension rapide de la production puisse réduire ici et là le chômage. Mais en règle générale, les progrès de l'industrie s'accompagnent de la concentration du capital et de la course à la productivité accrue qui tendent à la diminution relative de la main-d'œuvre utilisée, qui peut même, lorsque la concurrence devient très aiguë, se transformer en une diminution absolue du nombre des travailleurs actifs (ou du moins une stagnation) : l'industrialisation de l'Inde depuis 1955 ne semble pas s'être accompagnée d'un accroissement du nombre des travailleurs industriels actifs ; le boom productif du Brésil depuis 1964 a vu même une régression des emplois industriels.

Ce phénomène se manifeste aujourd'hui clairement en Europe occidentale. En 1971, la production industrielle anglaise a augmenté plus vite que les années précédentes : le nombre de chô-

forcée du capitalisme à l'échelle mondiale, même si « l'action de cette loi, comme de toute autre, ajoutait Marx, est naturellement modifiée par des circonstances particulières ». Aujourd'hui que des signes de surproduction se manifestent, aiguissant d'autant plus la concurrence entre les capitaux, les branches industrielles et les Etats, c'est au cœur même du capitalisme mondial que le chômage commence à atteindre des chiffres inconnus depuis la guerre : un million en Angleterre et en Italie, plus d'un demi-million en France, plus de cinq millions aux Etats-Unis, etc. Il n'en faut pas plus pour que les économistes, les journalistes et les bonzes syndicaux crient au scandale de ce « fait nouveau » comme si le chômage un moment avait disparu !

meurs aussi ! La revue "L'Expansion", de janvier 1972, constate que dans la France de 1971, « malgré la reprise productive et la baisse de la durée du travail, l'emploi a peu augmenté » (il a même stagné dans l'industrie !) Ce paradoxe s'explique par l'amélioration des gains de productivité... ».

Ce paradoxe n'est évidemment rien d'autre que la loi du capitalisme, que nous allons cette fois laisser expliquer à Engels. Pour lui, tant qu'existent les rapports sociaux du capital et du salaire, « l'économie des moyens de travail devient en même temps » la déviation la plus brutale de la force de travail, un vol sur les conditions normales de la fonction du travail : « Le machinisme, le moyen le plus puissant de réduire le temps de travail se convertit en le plus inflexible moyen de transformer l'entière durée de la vie de l'ouvrier et de sa famille en temps disponible pour faire valoir le capital ; c'est ainsi que le surmenage des uns détermine le chômage des autres... » ("Anti-Dühring", p. 314, c'est nous qui soulignons).

Le remède bourgeois : la guerre impérialiste

Là où et quand l'accumulation de capital trouve des conditions favorables à son élargissement, le chômage peut ne pas augmenter ou même régresser temporairement. De plus, les grosses bourgeoisies des pays impérialistes ont trouvé des moyens pour le masquer, notamment l'augmentation fantastique de la durée de la scolarité obligatoire (qui soit dit en passant permet du même coup d'augmenter la « mobilité de la main-d'œuvre » et donc la concurrence entre les travailleurs). Mais quand l'accumulation s'essouffle, la concurrence s'exacerbe car les marchés sont rétrécis par la surproduction ; alors le chômage dû à la course folle à la productivité s'aggrave en même temps que grandit rapidement celui qui est dû aux faillites.

C'est le moment où chaque bourgeoisie appelle ses travailleurs aux plus grands sacrifices pour rendre son industrie concurrentielle. Et il est vrai que les Etats où l'industrie marque des points sur le marché mondial voient le chômage se développer moins que ceux où le capital supporte difficilement la concurrence internationale, ceci en attendant bien sûr le moment où les uns comme les autres seront entraînés inévita-

blement dans la crise de surproduction générale qui, elle, ne choisit pas entre les prolétaires.

Ces batailles commerciales dans lesquelles chaque bourgeoisie recherche l'adhésion de ses esclaves salariés à sa « légitime cause » doivent se traduire inévitablement par des batailles moins pacifiques pour le partage des marchés et des zones d'influence, la concurrence entre les capitaux trouvant leur expression renforcée dans la concurrence entre les Etats. Ces derniers possèdent d'autres armes que des coups en douce et des faillites pour soutenir la concurrence : des canons et des missiles.

Aux périodes de paix impérialiste doivent donc succéder des périodes de guerre impérialiste, qui sont devenues au XX^e siècle le remède universel à la surproduction, en détruisant massivement machines et marchandises excédentaires, en dépréciant le capital fixe et en massacrant par dizaines de millions une bonne partie de la force de travail en trop, sous forme de chair à canon. Le capital réalise l'égalité des travailleurs sur les champs de bataille : tous peuvent y crever, chômeurs et actifs, sans distinction de race, de nationalité ou de catégorie.

La solution communiste : abolition du salariat

La condition d'existence du capitalisme et donc du chômage, c'est le salariat, c'est-à-dire l'achat et la vente de la force de travail. L'exploitation et le chômage ne peuvent disparaître qu'avec le salariat.

C'est uniquement en bouleversant despotiquement les lois du capital, en intervenant dictatorial dans les rapports sociaux existants avec la violence de l'Etat nouveau dirigé par le parti de classe que les coups peuvent être portés au régime du salariat, que la force de travail peut perdre son caractère de marchandise et que l'humanité pourra trouver dans le machinisme et la puissance du travail collectif un moyen de soulager la peine et la fatigue de l'homme, en mettant les moyens de travail au service des travailleurs, au lieu que « cette » loi qui met l'homme social à « même de produire davantage » avec moins de labeur, se tourne dans le milieu capitaliste en « loi contraire, à savoir que, plus le travail gagne en ressources et en puissance, plus il y a pression des travailleurs sur les moyens d'emploi, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire » ("Le Capital", Costes, éd., p. 133, t. IV).

Le communisme, en cassant les lois du marché (que depuis Staline, la racaille opportuniste voudrait éternelles), pourra réduire radicalement la journée de travail et le rythme du travail, en supprimant les productions inutiles et les activités parasitaires du capital, en faisant entrer dans le travail collectif industriel les bourgeois, les travailleurs qui vivent des activités parasitaires du capital et ceux qui sont emprisonnés dans l'isolement abrutissant du travail artisanal, enfin les chômeurs.

L'obligation du travail pour tous dans un premier temps, en réduisant la peine de chacun, les coups portés à la division entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre l'école et le travail productif, la participation des vieux (aujourd'hui prématurément usés et épuisés) à l'activité collective de la société, permettront peu à peu d'utiliser le progrès technique pour soulager la fatigue : ainsi le travail perdra le caractère de travail forcé et d'esclavage qu'il revêt aujourd'hui pour devenir une activité sociale normale et un besoin pour l'homme.

La réalisation de ces tâches historiques (prévues depuis plus de cent ans par le marxisme), par le prolétariat révolutionnaire suppose évidemment la destruction violente de l'ordre existant et pour cela l'union longue et difficile (avec des progrès et des reculs temporaires) de la classe ouvrière par dessus les catégories, les usines et les frontières, unification qui trouve son expression et son levier dans le parti révolutionnaire mondial.

Les communistes n'inventent pas les conditions de cette implication dans leur cervelle, mais les trouvent inscrites dans la société bourgeoise elle-même :

« La condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie dont la bourgeoisie reste l'agent sans volonté et passif substitue à l'isolement des ouvriers qui résulte de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Le développement de la grande industrie s'appuie sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle a bâti son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres forces » soyeurs. Sa chute et la victoire

du prolétariat sont également « inévitables » ("Le Manifeste" de 1848).

En effet, le capitalisme concentre les travailleurs en masses énormes, fait changer continuellement les prolétaires de catégorie, d'usine, de région, de pays, déblayant ainsi le terrain où ils pourront surmonter toute distinction entre eux. De plus il les oblige à lutter collectivement contre l'exploitation pour leur simple survie, les pousse donc à l'organisation, et pour donner à ces regroupements stabilité et efficacité ils les politisent à chercher les armes politiques qui servent la lutte qui se déroule au lieu de l'entraver.

Le parti communiste révolutionnaire est l'interprète conscient de ce mouvement réel dont la théorie marxiste permet de montrer clairement les buts, les voies historiques et les obstacles qui les encombreront, et donc de concentrer contre ces derniers toutes les énergies élémentaires et disséminées de la classe prolétarienne. C'est ainsi que le Parti permet

dans la lutte ouvrière de subordonner les objectifs immédiats et contingents à l'objectif suprême du communisme et qu'il avance les objectifs les plus propres à aider dans son combat contre l'exploitation la classe à se mouvoir sur le terrain de la lutte ouverte et générale contre l'Etat bourgeois et à se convaincre de la justesse de la direction indispensable du parti de classe.

C'est ainsi que dans la lutte que les prolétaires mènent contre le chômage, les communistes révolutionnaires ont toujours mis en avant l'objectif central de la réduction massive de la journée de travail et de son rythme. Ce faisant, ils ne s'imaginent aucunement donner une recette quelconque pour la lutte des classes car il n'en existe pas. Ils ne s'imaginent pas non plus que des succès sur ce terrain puissent être durables et ont toujours combattu cette illusion. Mais cet objectif est celui d'une lutte qui s'attaque directement à l'exploitation, qui est commun à tous les prolétaires et prépare la nécessaire révolution communiste dont la réduction du temps et de l'intensité du travail sera une tâche fondamentale.

L'opportunisme ouvrier et ses misérables "solutions concrètes"

L'opportunisme réformiste traite les révolutionnaires d'utopistes et prétend avancer des solutions originales qui seraient différentes de celles de la bourgeoisie, tout en conciliant les intérêts du prolétariat et ceux de l'industrie nationale.

Par exemple, le P. C. F. fait miroiter aux prolétaires qu'avec un gouvernement démocratique (c'est-à-dire sans toucher à l'Etat et sans toucher au salariat) les capacités industrielles seraient utilisées à fond et l'industrie rationalisée, et propose de multiples recettes pour résorber le chômage (prolongation de la durée scolaire, formation professionnelle), sans parler de la limitation de la main-d'œuvre immigrée, mesure que la bourgeoisie n'a pas besoin des réformistes pour prendre puisque elle opère déjà une limitation et qu'en 1971 aux Etats-Unis, 420.000 travailleurs clandestins ont été refoulés.

En réalité, défendre la compétitivité de l'industrie de son pays ne peut se faire qu'aux dépens de celle des autres pays. Cela revient à demander la surexploitation pour les uns car compétitivité ne peut signifier autre chose que surmenage pour les uns et chômage pour les autres, car l'amélioration de la compétitivité d'une industrie ne peut signifier que la faillite des concurrents.

C'est ainsi que tous les partis soi-disant ouvriers d'Europe viennent de se réjouir des mesures de protection de l'industrie textile en Europe réclamée par eux à grands cris : il y avait un risque de voir plus de 200.000 chômeurs dans le textile. L'exploitation incroyable qui se perpète dans l'industrie textile européenne (travail féminin, travail à domicile, etc.) a été encore renforcée et les industries japonaises viennent de licencier 200.000 travailleurs !

Ceci est la preuve claire et indéniable que défendre l'intérêt national, c'est lier le sort du prolétariat à celui de son industrie nationale, et donc de son capital et d'autre part semer la division entre prolétaires des différents pays. Et il faut être un sacré brigand en politique pour se prétendre internationaliste lorsqu'on demande à l'Etat de limiter la main-d'œuvre étrangère, ce qui signifie en réalité que l'on choisit entre ceux qui seront chômeurs : ici les ouvriers algériens, italiens ou portugais, et pas les français. Les soi-disant partis ouvriers et les syndicats qu'ils insistent n'entretiennent pas seulement la division entre les prolétaires des dif-

férents pays, mais aussi entre ceux des différentes régions d'un même pays (lorsqu'on réclame l'industrialisation de SA région), des différentes usines (lorsqu'on réclame la défense du potentiel productif de telle usine), enfin la division des prolétaires pris individuellement (lorsqu'on pousse à la formation professionnelle, c'est-à-dire à la démerde individuelle).

En réalité toutes ces propositions et revendications ne sont que des mensonges d'un point de vue « concret », puisqu'elles ne permettent pas d'éviter le chômage. Mais elles sont très efficaces du point de vue politique puisqu'elles visent à accentuer la concurrence entre les travailleurs à tous les niveaux et donc à tenter d'empêcher l'union des travailleurs, arme indispensable de l'émancipation ouvrière et donc de la solution à l'exploitation et au chômage. Les propositions « concrètes » de l'opportunisme ouvrier sont en réalité utopiques d'un point de vue des intérêts du prolétariat.

Elles sont au contraire tout à fait « concrètes » d'un point de vue bourgeois. En effet, lier le sort du prolétariat au sort de l'industrie de son pays, défendre cette dernière dans la concurrence internationale, c'est aujourd'hui la défense pacifiquement, mais demain où la concurrence sera armée, ce sera la défense encore une fois sur les champs de bataille et dans le travail industriel forcé de la guerre impérialiste. Les propositions « concrètes » de l'opportunisme ouvrier pour résorber le chômage préparent en réalité la solution bourgeoise : la guerre.

Le capitalisme crée les bases objectives de l'unification du prolétariat. La bourgeoisie et son Etat tentent de lutter contre les effets dangereux de leur société : l'union du prolétariat, et ils ne sont pas à court de ressources pour inventer des recettes en vue d'entretenir entre les prolétaires la concurrence et la division.

L'opportunisme ouvrier fait la même besogne que la bourgeoisie et cela signifie que les prolétaires, dans leur lutte, seront inévitablement amenés à se heurter à l'opportunisme, véritable agent de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, comme le disait Lénine.

La lutte contre le chômage est en réalité la lutte pour le communisme et l'abolition de l'esclavage salarial, qui commence par la lutte contre la concurrence entre les travailleurs, entretenue par la bourgeoisie, et l'opportunisme, traître à la classe ouvrière.

Correspondance :

" le prolétaire " B. P. 375 13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Versements :

" le prolétaire " C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements :

" le prolétaire " 1 an : 10 F (100 FB) 6 mois : 5 F (50 FB) (pli fermé : 15 F et 7,50 F)
" programme communiste " 1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste " et " le prolétaire " 1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

- ◆ " prolétaire " : 6 mois.
- ◆ " prolétaire " : 1 an.
- ◆ " programme communiste ".
- ◆ Combiné.

(entourer le signe)

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing

MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

PERMANENCES DU PARTI

◆ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12^e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

◆ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du " Prolétaire ", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).